

Assemblée des délégués du 21 novembre 2019

Allocution d'ouverture

Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)

Chères déléguées et chers délégués de l'Union suisse des paysans,
Chères agricultrices et chers agriculteurs,
Mesdames et Messieurs,

Nous voici arrivés au terme d'une année difficile, mais les mois à venir ne le seront pas moins. Nous tous avons par conséquent de la peine à rester positifs. Je n'aimerais cependant pas que broyer du noir. Au contraire, je fais partie de ceux qui pensent que tout finira par s'arranger. Et si tout n'est pas encore parfait, c'est que ce n'est pas encore terminé. Toutes les difficultés que nous parvenons à surmonter aujourd'hui nous seront épargnées à l'avenir.

Cet automne, nous avons chargé l'institut de recherche GfS Bern d'effectuer un sondage représentatif auprès de la population. Nous y reviendrons tout à l'heure. Au printemps, l'association Agro-Marketing Suisse avait elle aussi réalisé un nouveau sondage. Dans les deux cas, il ressort que la population continue de témoigner une grande sympathie et un fort soutien à l'agriculture et aux familles paysannes. Par les temps qui courent, il est très important de pouvoir compter sur une base solide de bonne réputation et de confiance. Malgré un jugement en grande partie positif, nous restons la cible de virulentes critiques dans différents domaines, comme vous vous en êtes sans aucun doute rendu compte. Cette situation n'a rien de nouveau : depuis que l'abondance nous a fait oublier la détresse existentielle et la faim, les attentes envers l'agriculture reflètent la manière dont la société a évolué. Se nourrir est devenu en partie un mode de vie : je suis ce que je mange.

Comme les humains sont des êtres pétris de contradictions, leurs attentes ne sont en rien convergentes ni cohérentes. Le débat sur le climat en est l'exemple parfait. Aussi nombreux que soient ceux qui voient dans le réchauffement planétaire un danger pour l'homme et l'environnement, les compagnies aériennes ne connaissent aucun recul dans les réservations, et la vente de véhicules tout-terrain est même en plein essor. Bien que la plupart des consommateurs affirment désirer une agriculture encore plus écologique, utilisant moins de produits phytosanitaires et de fourrages importés, renonçant aux intrants chimiques, et promouvant les sorties de tous les animaux de rente et la réduction de la taille des troupeaux, les produits bio et labellisés peinent à s'écouler. Ces contradictions et incohérences sont particulièrement frustrantes pour nous, familles paysannes. Si les aliments bio et sous label en général connaissaient des ventes plus importantes, nous pourrions en produire davantage. Or, un accroissement de la production n'a guère de sens si personne n'est prêt à payer plus pour le travail supplémentaire.

Tout aussi frustrantes ont été les attaques en masse des médias que nous avons dû subir cette année. C'est comme si l'agriculture suisse avait fait tout faux. La production n'aurait répondu en rien aux désirs de la population. Le secteur agricole serait même à l'origine de tous les maux. Si les insectes disparaissent, c'est à cause de l'agriculture. Les ménages rejettent des résidus dans les eaux, mais seuls ceux du secteur agricole tombent sous le feu des critiques. Et les causes du changement climatique se voient résumées aux flatulences des vaches. Moins d'un média s'est donné la peine d'examiner d'un peu plus près des affaires tant ressassées, comme celle du chlorothalonil. Personne n'a voulu entendre que nous, familles paysannes, n'étions pas responsables et n'avions rien fait de faux. De manière générale, les gens ne s'intéressaient qu'aux derniers potins et aux scandales. Les succès réalisés, les développements positifs et les autres bonnes nouvelles sont presque passés inaperçus. Dans ce contexte déjà électrique, les élections d'octobre

et le nombre de candidats voulant se profiler suivant la tendance n'ont rien arrangé. Néanmoins, il se pourrait que nos multiples succès sur la scène politique soient l'une des raisons principales de l'acharnement des médias. Ceux-ci, encouragés par différents lobbys, veulent rétablir un certain équilibre. Loin de moi l'idée de les accuser de mauvaises intentions. Les sujets et les défis auxquels nous avons affaire à l'heure actuelle sont complexes, et aucune des solutions n'est simple. À cela s'ajoutent les problèmes que connaissent les médias, tels que des équipes de rédaction toujours moins nombreuses, des délais toujours plus serrés et une société qui, pour autant qu'elle le fasse encore, ne lit plus que des articles courts et pas trop compliqués. Enfin, nous devons aussi réfléchir à notre part de responsabilité. Je suis convaincu que nous n'avons pas besoin de nouvelles lois ni de nouvelles ordonnances en premier lieu. Nous devons plutôt nous assurer que toutes les exploitations respectent les dispositions déjà existantes. Tout incident, toute infraction nuit à notre image et, partant, à l'ensemble de la paysannerie. Nous produisons au grand jour et devant tout le monde, que cette situation nous plaise ou non. Et nous devons en tout temps adopter un comportement de circonstance.

Les élections sont derrière nous, mais il nous reste des défis à affronter. L'année prochaine, la population votera sur les initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse », dont l'acceptation risque non seulement de chambouler le secteur agricole, mais aussi de le remettre en question sous sa forme actuelle. Les choses déjà accomplies à ce jour, l'état de la situation et la suite des opérations sont d'ailleurs au menu de notre assemblée. Ensuite, nous devons nous atteler à l'initiative sur l'élevage intensif et aux débats publics qui en découlent. La détention d'animaux est un thème au moins aussi sensible que la qualité de l'eau potable. Ici aussi, un gouffre sépare les désirs et la réalité, comme l'ont appris cette année par exemple de nombreuses exploitations fournissant Coop en viande issues d'élevage particulièrement respectueux des animaux pour la marque Naturafarm.

Les discussions sur les constructions en dehors de la zone à bâtir dans le cadre de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire ne sont pas non plus terminées. Nous luttons pour que le Parlement n'entre pas en matière sur le projet du Conseil fédéral. En effet, nous ne pouvons soutenir l'obligation de démolir en vertu d'un gage immobilier, les zones agricoles spéciales pour la détention d'animaux, la méthode de planification et de compensation ainsi que les dispositions pénales disproportionnées que prévoit ce projet. Le Conseil national prendra sa décision lors de sa session d'hiver. Si j'abordais tous les autres thèmes, nous en aurions jusqu'à demain. Je vous renvoie donc au Rapport annuel 2018 et au Programme d'activités 2020 pour les autres points.

Nous n'avons pas pu inviter de personnalités externes. Depuis la dernière Assemblée des délégués, deux changements majeurs ont eu lieu. Le premier avec Guy Parmelin, un conseiller fédéral proche du secteur agricole, qui a repris les rênes du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche. Au cours de cette première année, nous avons pu entretenir de bons rapports et mener des discussions sur des bases solides. Nous apprécions cette collaboration, même si nous savons que M. Parmelin ne peut pas faire de favoritisme entre les différentes branches de l'économie. Le second changement a eu lieu avec Christian Hofer, qui prendra prochainement ses fonctions de directeur de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Nous le félicitons pour sa nomination et lui souhaitons un bon début. Des dossiers importants et beaucoup de travail l'attendent. Pour notre part, nous espérons des échanges constructifs et une collaboration respectueuse avec M. Hofer. Nous espérons qu'il donnera une position claire à l'OFAG parmi les autres offices fédéraux et qu'il mettra tout son cœur pour défendre les intérêts de nous autres, familles paysannes, et pour promouvoir une agriculture productrice durable. Pour terminer, le nouveau Parlement va bientôt siéger. Celui-ci est plus vert, plus jeune et plus féminin. Par rapport à la législature précédente, le nombre de parlementaires proches de l'agriculture d'une manière ou d'une autre ne change pas. Dans de nombreuses régions, des paysans actifs ont remporté un nombre de suffrages plus qu'honorable. Les résultats de ces élections montrent que le secteur agricole a su se faire entendre. L'engagement et l'unité font des merveilles !

Chères agricultrices et chers agriculteurs, nous avons encore du pain sur la planche. Nous restons au centre de l'attention. Nous devons nous préparer à des temps tout aussi difficiles et des discussions tout aussi exigeantes. Au final, pour reprendre ce que je disais au début, tout finira par s'arranger. Et si tout n'est pas parfait, c'est que ce n'est pas encore terminé. Une chose est sûre : nous fournissons un excellent travail et sommes bien meilleurs que certains le laissent parfois entendre. Nous devons et pouvons répondre de notre agriculture en sachant qui nous sommes. Nous produisons des aliments de qualité optimale. Nos méthodes de production sont les plus respectueuses de l'environnement et du bien-être animal à l'échelle planétaire. L'amélioration est un processus. En accord avec la demande des consommateurs, nous n'allons pas nous opposer à poursuivre cette route. Les idéaux sont comme les étoiles : nous ne pouvons les atteindre, mais nous pouvons nous y orienter.

C'est avec ces mots que je déclare ouverte l'Assemblée des délégués et que je vous souhaite à toutes et à tous la cordiale bienvenue !